

Le port de Calais en état de siège face aux migrants

Depuis cet été, les autorités portuaires sont confrontées à des intrusions massives de centaines de clandestins. Les forces de l'ordre les estiment à 3 000, venus majoritairement d'Érythrée.

DELPHINE DE MALLEVOÛE
ENVOYÉE SPÉCIALE À CALAIS

IMMIGRATION Le « Far West ». Une situation « hors de contrôle ». Une « zone de non-droit ». À Calais, le port et la ville sont « en état de siège », désespèrent autorités et riverains face à la dégradation de la situation, avec l'explosion du nombre de clandestins et l'intensification de leur détermination à rejoindre l'« eldorado » anglais. Malgré le récent accord franco-britannique prévoyant une coopération des deux gouvernements pour mieux gérer la pression migratoire transmanche, une agressivité nouvelle et des pratiques jamais vues jusque-là se déploient sur le terrain, où se multiplient incidents et débordements.

En cause notamment, ces phénomènes d'intrusion massive où 300 à 400 migrants prennent d'assaut le port ou la rocade autoroutière qui le dessert. Le mercredi généralement, comme le 17 septembre dernier, jour où le trafic de camions est le plus important, créant des ralentissements opportuns pour monter à leur bord.

Dès l'aube, des ombres encapuchonnées se détachent sur les talus qui ceinturent la rocade A16-A26 surplombant le port. Dans le soleil montant, elles s'allongent et se démultiplient jusqu'à laisser apparaître de vraies colonies d'hommes aux aguets, qui serpentent et s'éparpillent dans un faux désordre. Chaque poste est choisi. Au moindre signal, ils fondent sur l'asphalte, s'accrochent aux portes des poids lourds, se glissent sous les essieux, parfois même dans les cabines. « Incroyable ce qu'ils sont vifs et habiles !, s'étonne un CRS en poste sur la rocade. En moins de deux secondes ils ont embarqué. » Le chauffeur tchèque qui passe sur la route inférieure vient de s'arrêter pour les faire descendre de son chargement. À l'ouverture des portes, trois jeunots s'extirpent des palettes, sans heurts cette fois, tandis que deux autres en profitent pour se glisser dans la cabine. Philosophe, le chauffeur répond à leur sourire. « Sans rancune », semblent-ils se dire, comme après une défaite au jeu. À cet endroit, où sont concentrées les stations-service pour poids lourds, le manège est incessant. Un camion à la pompe c'est un assaut d'une vingtaine de clandestins. Comme à chaque fois la police surgit, comme à chaque fois la volée d'étourneaux se disperse... avant de revenir.

À quelques pas de là, postés dans les herbes folles des dunes, ce sont deux migrants isolés qui tentent d'escalader la clôture barbelée du port. L'autre jour ils étaient 250 à la franchir, certains se sont même jetés à l'eau près des ferries.

Des scènes de panique pour les routiers mais aussi les familles et les touristes, malgré le renfort policier de 60 hommes 24 heures sur 24. Un millier d'interpellations ont lieu chaque semaine, confie le préfet du Pas-de-Calais, Denis Robin. Mais malgré les contrôles systématiques de camions au détecteur de CO₂ et de battements cardiaques, « il en passe chaque semaine », dit un res-

2 000
euros

Ce que les clandestins doivent payer en moyenne aux passeurs pour traverser la Manche

4
kilomètres

La longueur de la clôture barbelée qui va être installée d'ici un mois dans le cadre du nouveau plan de sécurité

800
repas

sont distribués chaque soir à 18 heures aux clandestins par des bénévoles dans le centre-ville de Calais

ponsable de la brigade cynophile de la police aux frontières (PAF).

Autorités et forces de l'ordre sont tous d'accord sur l'origine de ce nouveau phénomène : la révolution « culturelle » apportée par la communauté de migrants venus de l'Afrique de l'Est. « Leur arrivée au printemps dernier a beaucoup changé les choses, explique le préfet. La discrétion qui était de mise (chez les Afghans, Irakiens, Syriens, Albanais, Ukrainiens, etc., NDLR) n'est pas du tout leur stratégie à eux, qui agissent en masse ». Et tentent le tout pour le tout, en prenant les risques les plus fous. « Érythréens, Soudanais et Somaliens n'ont peur de rien », confirme Jean-Marc Puisseuseau, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Côte d'Opale. Exploitant du port, il est au cœur des événements depuis des mois (lire ci-contre).

Des pratiques qui ne sont pas du goût des autres nationalités avec qui les tensions sont vives, ni des passeurs, à qui nuit la méthode, puisqu'elle amenuise leur business et engendre plus de dispositifs policiers et de contrôles.

Calais est tellement à cran que des riverains eux-mêmes ont jeté, la semaine dernière, des cocktails Molotov sur les tentes des migrants. Les milliers de transporteurs qui transitent chaque jour par le port brandissent quant à eux la menace d'un blocus (lire ci-dessous), voire d'un boycott au bénéfice d'autres

ports d'embarquement. Officiellement, la présence des clandestins a doublé de 50 % en quelques mois pour arriver à quelque 1 500 aujourd'hui. « 1 200 à Calais, 300 dans ses environs qui s'étendent jusqu'à 40 km en amont », estime la préfecture. Les bénévoles, eux, disent distribuer 800 à 900 repas chaque jour. Mais c'est un autre son de cloche du côté police : « Ils sont plutôt 3 000 », rectifie CRS et hommes de la PAF.

« Des filières structurées »

Les opérations de démantèlement des deux gros camps du centre-ville, fin mai et début juillet, n'ont fait que déplacer le problème. Les squats dans les biens privés et publics du centre-ville se sont multipliés, des tentes se sont plantées dans le sable du « cordon dunaire », près du port, et deux énormes camps se sont reconstitués en périphérie : la « jungle » qui compte plus de 500 migrants, dans l'usine en activité Huntsman Tioxide, au pied de la rocade, et le camp « Vandamme », un site de recyclage de métaux désaffecté où il serait 150, selon le préfet.

Ces réinstallations dans les deux gros camps sont « clairement l'œuvre des "no borders", ces altermondialistes prônant la vie "sans frontières" », déclarent les autorités qui les estiment à une trentaine. Ils organisent la vie à ces camps jusque dans leurs loisirs. Comme, depuis peu, ces matchs de foot

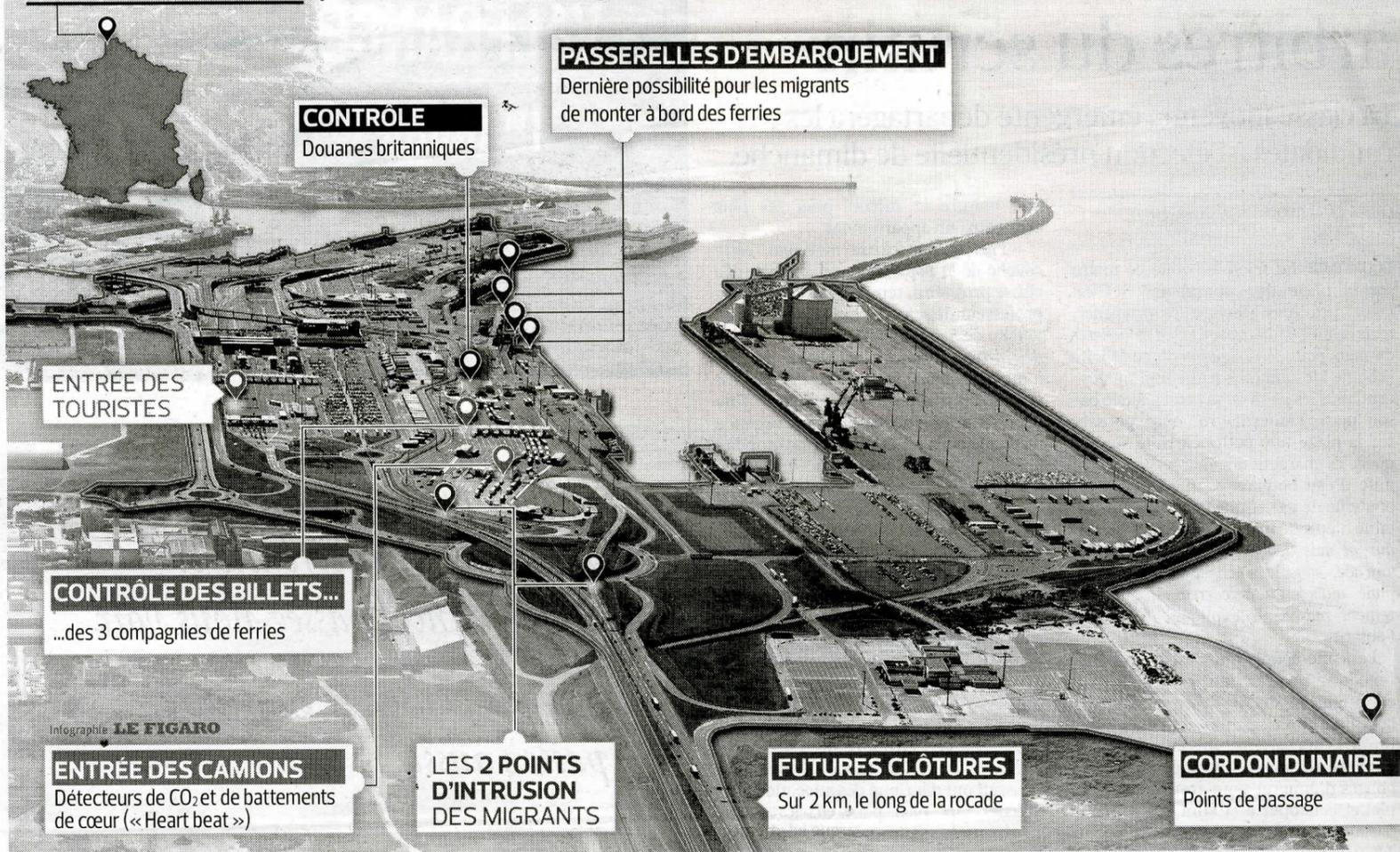
dans les stades de la ville qui ont déclenché les foudres du maire (UMP) de Calais, Natacha Bouchart.

Les passeurs, eux, sont ici des spectres. Des marionnettistes à distance qui officient par téléphone depuis l'Angleterre, avec « des relais locaux ici à Calais », et « un représentant par langue ». « Le migrant qui arrive seul, ça n'existe pas, dit Denis Robin, le préfet. Il vient toujours via des filières très structurées. » Des migrants qui ont déjà « payé beaucoup » pour arriver jusque-là, et qui pour traverser la Manche doivent encore régler en moyenne 2 000 €, dit-on.

Certains, plus nantis, séjournent à l'hôtel. Les Albanais surtout. Dans des baskets de marque, pendus à leur téléphone portable jusque tard le soir, ils opèrent un drôle de manège dans le hall de cet établissement du centre. La gérante les connaît bien. « On en a tout le temps, dit-elle, 8 à 10 par semaine, de une à sept nuits », à 70 euros la nuitée. « Ils payent sans problème ceux-là, dit-elle. Moi qui travaillais à Tourcoing avec la racaille... avec eux ça se passe bien. »

« Si quand ils font entrer en douce 5 à 10 autres personnes dans leur chambre pour passer la nuit ». Aucune chance de les retrouver dans le centre d'accueil de jour de 400 places prévu par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve... Un projet qui déroute les Calaisiens, en attente de « vraies solutions politiques ». ■

Port de Calais : points de passage des migrants



Excédés par la situation, les transporteurs routiers brandissent la menace d

SI TOUTE LA VILLE est à bout et prédit que « cela finira mal », c'est aujourd'hui la colère des milliers de transporteurs routiers qui monte d'un cran. Proches de la révolte, ils refusent de continuer à « faire les frais » de ce chaos, qui engage quotidiennement leur sécurité et leur responsabilité, et engendre des dégâts commerciaux et économiques « très pénalisants » pour leurs sociétés, disent-ils d'une seule voix. « Nous envisageons un blocus si les pouvoirs publics n'agissent pas maintenant et nous irons au bout du bout », promet David Sagnard, dirigeant des Transports Carpentier - une société de Calais pour laquelle le marché anglais représente 40 % de l'activité - et président de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) Nord-Pas-

de-Calais, la première organisation professionnelle du transport routier de marchandises et de la logistique.

Selon lui, « un point de non-retour est atteint », or « on ne peut pas attendre que le sang coule sur le port de Calais pour agir ». Malgré des « réunions de crise » avec les autorités préfectorales et un renfort des forces de l'ordre sur place pour sécuriser la zone du port et ses abords, « rien ne change, tout empire », ajoute-t-il. « On arrivait jusque-là à maîtriser nos adhérents, mais aujourd'hui un détail va suffire à tout enflammer », prévient-il.

Plus que les bateaux, leurs camions sont l'objet d'assauts permanents des migrants qui, sous les essieux, dans les coffres à palettes, à l'intérieur des char-

gements ou même des cabines, tentent de traverser la Manche. Heurts avec les chauffeurs qui parfois en viennent aux mains pour les descendre des camions, caillassages des véhicules, mutineries... Jean-Marie, un chauffeur de 56 ans, prévient que « l'ancienne génération de routiers ne se laissant pas faire, un jour ou l'autre il y aura des morts ».

Des risques qui redoublent le mercredi, jour de forte affluence du trafic routier. « Statistiquement, il y a des pics ce jour-là, ce qui crée des ralentissements et donc des occasions pour les migrants de monter plus facilement dans les camions », explique la préfecture du Pas-de-Calais. Une « aubaine » pour les migrants, des mercredis noirs pour Calais. La ville redoute le moindre incident,

comme celui de ce poids lourd qui a perdu cet été sa cargaison de briques sur l'autoroute voisine. « Cela a créé une retenue de circulation sur 4 kilomètres, les migrants se sont passé l'info et sont arrivés en masse. »

« Marchandise souillée »

Pour Fabrice, patron d'une société commissionnaire de transports à Calais, l'escalade a connu un sommet il y a trois semaines, avec un chargement de pommes dans un poids lourd partant du Sud vers la Grande-Bretagne. Le camion frigo est cadennassé, contrairement aux camions bâchés qui ne le peuvent pas, comme le prévoit un dispositif généralisé depuis trois ans chez les transporteurs pour lutter contre les intrusions de mi-

grants. Il a l'obligation de se garer dans des parkings sécurisés avec interdiction formelle de dormir ou stationner dans un rayon de moins de 150 km de Calais, les clandestins tentant l'intrusion bien en amont de la ville portuaire. Le camion passe ensuite les contrôles du port. Monté sur le ferry, il traverse la Manche, débarque en Grande-Bretagne et roule pendant 4 heures pour une livraison à 250 km au nord de Londres. À l'arrivée, la remorque résonne de coups. L'ouverture des portes fait apparaître une dizaine de migrants, devant les yeux ébahis du client qui réceptionnait sa marchandise pour une grande surface anglaise. « Ils avaient dû forcer le cadenas sans que le chauffeur s'en rende compte », explique Fabrice.



1



2



3

1. Venu par la plage, un clandestin escalade l'enceinte portuaire au petit matin pour tenter de se cacher dans un semi-remorque.
2. Huit Africains sont descendus d'un camion par les forces de l'ordre, en présence de la brigade cynophile.
3. Au sortir d'une station essence, un chauffeur routier tchèque débarque lui-même les cinq jeunes migrants qui ont investi sa remorque et sa cabine. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

« Ils envahissent les zones d'embarquement des camions et des touristes »

PROPOS RECUEILLIS PAR DELPHINE DE MALLEVOÛE

Jean-Marc Puisseuseau est le président de la chambre de commerce et d'industrie Côte d'Opale, l'exploitant du port de Calais.

LE FIGARO. - Le port de Calais est-il en état de siège ?
Jean-Marc PUISSESEAU. - Depuis la guerre au Kosovo, Calais a toujours connu et composé avec la présence des migrants, quelque 200 à 300. Le port, année après année, s'est adapté et a renforcé la sécurisation des points de passage qui pouvaient présenter des faiblesses. Mais avec la montée du phénomène, surtout des attitudes tout à fait nouvelles depuis cet été - des intrusions massives -, nous nous sommes retrouvés dans une situation de crise jamais survenue avant cela.

« À la fin de l'année le nombre de migrants aura doublé »
JEAN-MARC PUISSESEAU

Vous décrivez des scènes de chaos...
Quand 250 ou 300 migrants arrivent d'un coup, malgré les renforts policiers, c'est la panique pour la sécurité de nos clients et de nos personnels. La dernière fois ils n'avaient pas envahi que la zone d'embarquement des camions mais aussi celle des touristes. Il y en avait partout au milieu des voitures où des familles attendaient avec leurs enfants en pleurs car ils tapaient aux vitres et rayaient les carrosseries... Il y a une semaine aussi, on a découvert dix personnes dans un camion-citerne avec un nourrisson ! On ne peut pas admettre ces situations horribles. Et, sans changement de la politique migratoire au plan européen, cela ne va pas s'arranger : à la fin de l'année le nombre de migrants aura doublé...

Quelles sont les conséquences économiques ?
Calais est le 4^e port français. Ce sont 11 millions de passagers, 1,8 million de camions, 120 mouvements de bateaux par jour, 1 000 salariés, 10 000 emplois directs et indirects et 88 millions de chiffre d'affaires par an. Nous ne pouvons pas nous permettre d'affecter la fluidité du trafic et la compétitivité du port. Si les conséquences économiques

ne sont pas palpables aujourd'hui, elles peuvent l'être dès demain. La situation avec les migrants inquiète nos clients ; si elle perdure, les transporteurs iront ailleurs. Mon souci, c'est que les compagnies sont en ce moment en train de signer les contrats pour 2015...

Quelles solutions proposez-vous ?
J'ai remis un plan au ministre de l'Intérieur le 17 septembre. Pour nos salariés, nos clients transporteurs et touristes, nous allons sécuriser encore le port, qui compte 120 hectares, dont 45 hectares de terminal. Le port lui-même, mais aussi la rocade qui dessert la zone portuaire. Quatre kilomètres de clôture vont être installés, dont 2 sur la rocade, les points d'accès au port encore sécurisés, les contrôles renforcés, les voiries élargies et les parkings augmentés à l'intérieur pour éviter les ralentissements sur les voies à l'extérieur. Les travaux commenceront d'ici à un mois.

La contribution anglaise de 15 millions d'euros sur trois ans, conclue par un accord avec la France, servira-t-elle à cette sécurisation ?
Oui, car pour l'heure c'est nous qui réglons la facture : 200 personnes 24 h sur 24 pour les contrôles, c'est 15 millions par an. Or c'est à l'État de payer pour la pression migratoire du pays, pas à nous ! ■



« La situation avec les migrants inquiète nos clients », affirme Jean-Marc Puisseuseau. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Le phénomène s'étend à d'autres villes portuaires

SÉLON certains responsables publics et des transporteurs qui empruntent différents ports français d'embarquement vers la Grande-Bretagne, le phénomène des migrants s'étendrait à d'autres villes que Calais. Le patron d'une société de Bordeaux évoque ainsi des ports de Bretagne et de Normandie. « On en voit de plus en plus dans l'Ouest, c'est un phénomène qu'on n'observait pas avant », dit-il. À Dunkerque, selon des sources policières et portuaires, « on détecte aujourd'hui deux fois plus de migrants qu'il y a un mois ». La capitainerie de Cherbourg confirme la présence de clandestins, dans de bien moindres proportions, toutefois, qu'à Calais. « C'est un mouvement épisodique et qui se déplace, les migrants sillonnent plusieurs ports pour les tester,

pour voir comment ça réagit, dit un responsable en reprenant l'explication que la police aux frontières (PAF) lui a donnée. Cette année, quelques-uns ont tenté de monter sur les ferries, nous avons même dû secourir l'un d'entre eux qui était tombé à l'eau. » Au Havre, deux épisodes sont survenus cette année. « Un bateau a été loué au port pour faire traverser des Ukrainiens, qui ont finalement été appréhendés en Angleterre, et un navire russe, acheté en Hollande pour passer les migrants du Havre en Angleterre, a été abandonné chez nous après avoir été repéré », comptabilise un responsable du port. Interrogée par Le Figaro, la Direction générale de la police nationale (DGPN) n'a pas souhaité commenter ce phénomène ni l'éclaircir de chiffres. ■ D.M.



Dans de bien moindres proportions qu'à Calais, les migrants sillonnent aussi le port de Cherbourg. J.-P. BARBIER/AFP

plocus

Un épisode « désastreux ». Tant pour l'image du transporteur que pour la relation de confiance avec le client mais aussi sur le plan financier puisque Fabrice a dû rembourser la totalité du chargement. « Normal que le client refuse la marchandise qui, hygiéniquement, devenait impropre à la consommation, explique-t-il. Ils l'avaient souillée en déféquant et avaient entamé les pommes ». Même s'ils ne sont pas fréquents, ces succès à la traversée galvanisent l'espoir des migrants qui redoublent de tentatives. Pour ceux qui se font prendre par les douanes, l'amende est salée... pour le chauffeur et sa société. Francis qui dirige les transports TFD à Tours, a dû payer 13 000 euros pour une dizaine de clan-

destins qui avaient pénétré dans son camion, malgré les cadenas et les précautions. « Un coût important pour une petite entreprise !, s'étrangle-t-il. Cette situation ne peut plus durer, je songe sérieusement à arrêter les relations avec la Grande-Bretagne et à me joindre au blocus s'il le faut. » Une révolte partagée outre-Manche. À Douvres, une des principales portes d'entrée de l'immigration illégale en Grande-Bretagne, des camionneurs britanniques ont bloqué le port le week-end dernier pour protester contre les amendes encourues lorsqu'un clandestin est retrouvé à bord - jusqu'à 2 000 livres par passager - et la violence grandissante à l'égard des chauffeurs. ■ D.M.

PRESSION MIGRATOIRE À MENTON

La pression de l'immigration clandestine, majoritairement érythréenne, connaît des records depuis avril à la frontière franco-italienne. La PAF a procédé à 5 235 interpellations dans les Alpes-Maritimes rien qu'au premier semestre, dont 3 462 ont été effectuées sur le seul site de la gare de Menton, où un migrant venant d'Italie a été percuté par un train mardi matin. Il s'en est tiré avec une blessure au cuir chevelu.